LA LOGIQUE DU DÉSORDRE

RELIRE LA SOCIOLOGIE DE MICHEL DOBRY

sous la direction de Myriam Aït-Aoudia et Antoine Roger

SciencesPo. | Les Presses

Sociétés en mouvement

Myriam Aït-Aoudia et Antoine Roger (dir.)
Postface de Michel Dobry

LA LOGIQUE DU DÉSORDRE

Relire la sociologie de Michel Dobry

Comment l'ordre politique se délite-t-il ? De quoi sont faites les crises et comment en rendre raison ? Ces questions sont au cœur du maître-ouvrage de Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, publié en 1986, qui a inspiré des générations de chercheurs par ses thèses en rupture avec la façon dont les sciences sociales analysaient les phénomènes révolutionnaires et les transitions politiques.

Dialogue critique autour des principes d'analyse et des choix épistémologiques qui font l'originalité de cette démarche sociologique, *La Logique du désordre* discute la façon dont Michel Dobry envisage les acteurs sociaux et leur action ; sa conception de la causalité et de l'historicité des processus politiques ; les conditions sous lesquelles ses concepts et systématisations s'exportent sur des terrains imprévus tels que les relations internationales ; la pertinence de ses propositions pour appréhender les « jeux politiques routiniers ». Autant de questions et d'objections auxquelles Michel Dobry répond dans un texte final qui présente sa perspective relationnelle.

Une relecture des thèses de Michel Dobry qui en montre toute l'actualité, et une introduction indispensable à *Sociologie des crises politiques*.

Myriam Aït-Aoudia est maître de conférences en science politique à Sciences Po Bordeaux et chercheure au Centre Émile-Durkheim (CNRS, Université de Bordeaux) ; elle est l'auteure de *L'Expérience démocratique en Algérie, 1988-1992* (Presses de sciences Po, 2015).

Antoine Roger est professeur de science politique à Sciences Po Bordeaux, chercheur au Centre Émile-Durkheim et membre de l'Institut universitaire de France ; il est l'auteur de *Varietals of Capitalism* (Cornell University Press, 2015, avec Andy Smith et Xabier Itçaina).

Ont contribué à cet ouvrage : David Ambrosetti • Yves Buchet de Neuilly • Michel Dobry • Brigitte Gaïti • Boris Gobille • Jean-Philippe Heurtin • Sandrine Lefranc • Cyril Lemieux • Lilian Mathieu • Céline Thiriot • Danny Trom

Hémisphères cie

SciencesPo. Les Presses

La logique du désordre

Relire la sociologie de Michel Dobry

Sous la direction de
Myriam Aït-Aoudia
Antoine Roger

Postface de Michel Dobry

Ouvrage publié avec le concours de Sciences Po Bordeaux.

SciencesPo.
Les Presses

SciencesPo. Les Presses

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)
La logique du désordre : relire la sociologie de Michel Dobry / Myriam Aït-Aoudia, Antoine Roger (dir.). - Paris : Presses de Sciences Po, 2015.

ISBN papier 978-2-7246-1765-8
ISBN pdf web 978-2-7246-1766-5
ISBN epub 978-2-7246-1767-2
ISBN xml 978-2-7246-1768-9

RAMEAU :
– Crises politiques
– Sociologie politique
– Science politique : Recherche
– Dobry, Michel. Sociologie des crises politiques

DEWEY :
– 320 : Science politique - Philosophie et théorie
– 306.2 : Comportements politiques

La loi de 1957 sur la propriété individuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).
Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2015.

Introduction / **PORTRAIT DU THÉORICIEN EN SISMOGRAPHE**

UNE SOCIOLOGIE DES VARIATIONS POLITIQUES

Myriam Aït-Aoudia et Antoine Roger

Près de trente ans après sa parution, *Sociologie des crises politiques* (*SCP*)[1] prête encore à de multiples déclinaisons et continue d'inspirer de nouveaux travaux. Cette postérité pourrait justifier un relevé systématique des références aux concepts forgés par son auteur et une cartographie de leurs applications à des cas d'étude différenciés, aussi bien dans l'espace que dans le temps. La démarche ici retenue est tout autre : elle consiste à opérer un retour sur le projet de sociologie politique générale dont participe le maître-ouvrage de Michel Dobry. Affiné et complété dans des textes ultérieurs - jusqu'à la préface inédite d'une nouvelle édition publiée en 2009[2] , le schéma explicatif proposé remet sur le métier quelques notions centrales des sciences sociales (différenciation, situation, disposition, calcul, historicité) et invite à un dialogue continu avec des édifices théoriques concurrents.

L'ambition intellectuelle affichée est servie par un parti pris fermement énoncé dès l'origine et jamais renié depuis : en rupture avec la plupart des clés de lecture disponibles, l'auteur de *SCP* entend analyser les « conjonctures de crise » (également caractérisées comme des conjonctures « critiques » ou « fluides ») et les « conjonctures routinières » avec les mêmes outils théoriques et méthodologiques. En appuyant sa réflexion sur « l'hypothèse de continuité » (*SCP*, chapitre 1), il récuse la représentation commune qui attribue les premières aux choix tactiques des acteurs et explique les secondes par des effets de structure. Spontanément retenu dans le cours de l'action, ce principe de partition est repris par de nombreux analystes[3]. Il trouve un prolongement dans une division du travail académique qui tend à inscrire l'étude des situations de crise dans un registre subjectiviste et celle des routines dans un schéma déterministe. L'hypothèse de continuité permet de soumettre les deux catégories de situations à un même principe explicatif - et donc d'assurer la cohérence du programme de recherche développé. Dobry récuse ainsi toute lecture des conjonctures critiques en termes de « pathologie » (*SCP*, p. 2). Crise et routine doivent selon lui être considérées comme des « *états particuliers* des systèmes politiques concernés » (*SCP*, p. 4).

Le « domaine de pertinence » de *SCP* est circonscrit aux sociétés qui peuvent être qualifiées de « complexes » en raison de leur degré élevé de « différenciation structurelle » et de leur « plasticité » (*SCP*, chapitre 3), c'est-à-dire de leur propension à se déformer et à se reformer au fil du temps. Dobry entend caractériser les évolutions - progressives ou brutales - provoquées par des « mobilisations multisectorielles » : lorsque plusieurs secteurs sociaux sont simultanément parcourus de tensions, une « désectorisation conjoncturelle de l'espace social » se produit, qui se traduit par une situation de « fluidité politique » (*SCP*, p. 126 et suiv.). Ce changement d'état est marqué sur plusieurs plans. Les secteurs tendent à perdre leur autonomie et présentent des frontières de moins en moins lisibles. Les « arrangements institutionnalisés » qui réglaient leurs échanges en situation routinière deviennent inopérants. Les espaces de confrontation se trouvent considérablement élargis : chaque secteur est désormais sensible aux enjeux et aux coups extérieurs. Dans la mesure où les repères habituels des acteurs sont brouillés, les conjonctures de crise se caractérisent par une intense activité de réévaluation de l'espace social. L'effondrement des routines transforme les contraintes qui pèsent sur l'action.

Ces propositions sont lourdes d'implications théoriques, méthodologiques et épistémologiques. L'analyse fine des mécanismes de sectorisation et de désectorisation permet de positionner toutes les situations sur un *continuum* ; pour examiner les logiques internes de chacune, plusieurs notions cardinales des sciences sociales (différenciation sociale, situation, habitus, calcul, etc.) sont réexaminées ; des pistes sont alors ouvertes qui invitent à repenser la forme et les enjeux du raisonnement comparatif.

— Mettre au jour les mécanismes de sectorisation et de désectorisation

Pour analyser la différenciation sectorielle, Dobry propose des outils précis. Chaque secteur comporte selon lui une « face interne » et une « face externe », entièrement solidaires dans les faits et distinguées dans un simple souci analytique (*SCP*, p. 96-97). La première est constituée par les logiques sociales spécifiques qui animent les acteurs concernés. La seconde invite à considérer les relations entre les secteurs et à mesurer l'autonomie de chacun. Pour appréhender la « plasticité » des systèmes sociaux, c'est-à-dire leur malléabilité, il convient d'examiner les transformations des deux faces sous l'effet des mobilisations multisectorielles. Dans les situations routinières, les secteurs exercent une emprise maximale sur leurs membres (face interne) et bénéficient d'une forte autonomie (face externe) ; dans les situations de crise, ils perdent leurs effets propres sur la régulation des conduites (face interne) et s'ouvrent les uns aux autres (face externe).

Délimiter les frontières sectorielles

Dans les sociétés dites « complexes », des secteurs sont identifiés. Définis à la fois comme des « sites de conflit » et comme des « zones limitées d'endodéterminisme » (*SCP*, p. 116 et suiv.), ils forment chacun un espace d'interdépendance qui a pour propriété de « capter » les calculs de ses membres[4]. Il revient alors à l'analyste d'évaluer le degré d'objectivation des « logiques sectorielles », c'est-à-dire « le poids et le rôle qu'ont au sein de ces logiques les processus qui produisent et qui maintiennent l'impersonnalité des rapports sociaux sectoriels aussi bien que la perception de ces rapports en tant que faits ayant une réalité externe et contraignante par rapport à leurs membres[5] ».

En situation routinière, les acteurs qui relèvent d'un secteur sont soumis à son emprise et en font « l'univers de référence » de leurs actions. Dobry prend soin de préciser que les logiques sectorielles opèrent « quoi qu'ils veuillent et quoi qu'ils croient » (*SCP*, p. 103), de façon *objective* pourrait-on dire. Ces propositions sont adossées à deux principes d'analyse fermement énoncés. L'auteur renonce en premier lieu à chercher une explication générale des processus de différenciation et d'autonomisation[6]. Il préconise d'appréhender chaque secteur « comme un donné » (*SCP*, p. XVIII). Selon lui, « le dénombrement détaillé des secteurs » sur un terrain particulier constitue « une question strictement empirique » (*SCP*, p. 116-117)[7]. Pour procéder à ce repérage, plusieurs indicateurs doivent être retenus en second lieu : l'autonomie d'un secteur est attestée par l'existence d'« une gamme étendue de technologies institutionnelles accumulées », ou encore par un « langage interne » spécifique (*SCP*, p. 111) - autant de traits par lesquels les acteurs qui s'y trouvent inscrits se soustraient aux enjeux et aux actions extérieurs. Un secteur n'est par ailleurs pas nécessairement investi par un groupe social spécifique ; si tel est le cas, l'autonomie sectorielle s'en trouve renforcée.

En respectant ce cahier des charges, plusieurs contributions au présent ouvrage s'attachent à éprouver la pertinence du schéma d'analyse dans des cas de figure que *SCP* n'envisage pas. Des formes de différenciation très variables sont ainsi observées d'un terrain à l'autre et au gré des

changements d'échelle. Des modulations spatiales doivent tout d'abord être relevées. Céline Thiriot note que certaines sociétés africaines sont marquées par des divisions verticales (régionales, familiales, religieuses) qui compliquent l'utilisation du schéma théorique forgé par Dobry, sans mettre en cause sa pertinence. La recherche empirique impose alors de raisonner en termes d'ajustement et de transposition. Des jeux d'échelles peuvent ensuite être caractérisés. Pour étendre la portée de *SCP* à l'étude des relations internationales, David Ambrosetti dégage un principe d'emboîtement complexe : rien n'interdit *a priori* d'appréhender les États eux-mêmes comme les secteurs d'un espace politique international différencié ; mais il est tout aussi pertinent de considérer que les secteurs formés en leur sein trouvent des prolongements directs et significatifs sur le plan international, en entretenant des relations intersectorielles élargies. Yves Buchet de Neuilly prolonge cette dernière piste et en complique encore le tracé en montrant que les logiques sectorielles internationales se déploient de façon isolée et asynchrone. Les diplomates entretiennent par exemple un secteur de la sécurité collective sans rapport direct avec les acteurs qui travaillent à une régulation mondiale des échanges économiques. Les uns et les autres construisent des espaces dotés de règles propres et d'enjeux spécifiques. Sandrine Lefranc tire un enseignement général de ces analyses : l'espace international doit selon elle être envisagé comme un ensemble d'ordres locaux, sans distinction entre un sommet constitué par les grandes organisations ou arènes institutionnelles et une base animée par des acteurs « de terrain ». Le repérage des secteurs passe par une identification empirique des interactions pertinentes ; il impose de rompre avec les découpages officiels établis par les agences et les politiques labellisées comme « internationales ».

Ces contributions confirment que le périmètre d'application des analyses développées dans *SCP* ne saurait être tracé *a priori*. La différenciation et l'autonomisation des secteurs doivent elles-mêmes faire l'objet de repérages *in situ*. Dès lors, les explorations les plus lointaines peuvent être riches d'enseignement et servir à préciser les limites empiriques au-delà desquelles le schéma cesse d'être valable. Selon Dobry, « le meilleur parti que l'on puisse tirer des propositions de *SCP* consiste, parallèlement à leurs usages heuristiques, à identifier aussi, et peut-être d'abord, *ce qui se joue dans les écarts et les différences*, c'est-à-dire dans ce par quoi on s'éloigne de leur domaine de pertinence » (*SCP*, p. XLV ; voir aussi p. 116-123). Le repérage exige d'autant plus de minutie qu'un secteur peut voir sa logique interne évoluer au gré des relations entretenues avec ses voisins. Chaque degré supplémentaire d'interdépendance se traduit par une réduction de son emprise sur ses propres membres, autrement dit par une limitation de sa capacité à subsister en tant que tel.

Analyser les transformations des relations entre secteurs

Les conjonctures fluides se caractérisent, nous l'avons vu, par un effacement - progressif ou brutal - des frontières entre secteurs et une réduction de l'emprise des logiques sectorielles sur l'action. Situation routinière et conjoncture de crise sont indexées chacune à un état particulier des *relations* entre secteurs - étant admis qu'elles se placent aux extrémités d'un continuum[8].

Dans le premier cas de figure, l'entretien et le maintien d'un secteur reposent sur des communications internes fortement institutionnalisées ; mais ils exigent aussi ce que Dobry appelle des « transactions collusives », c'est-à-dire des échanges stables et réguliers avec des acteurs extérieurs. Des « routines de consolidation » sont ainsi entretenues : un « jeu de reconnaissances mutuelles » permet à chaque secteur d'appuyer le tracé de ses frontières et de durcir la définition de ses enjeux propres aux yeux mêmes de ses membres (*SCP*, p. 112 et 114-115). Cette caractérisation des conjonctures routinières tranche avec les conceptions habituelles des processus de légitimation et avec les lectures qui cherchent dans leur blocage le facteur explicatif des crises politiques. L'éclairage doit d'abord être porté sur une « dimension que l'on peut dire horizontale, intersectorielle », plutôt

que sur des relations verticales entre gouvernés et gouvernants[9]. Il convient ensuite de dissocier l'ordre politique légitime des « croyances, valeurs, dispositions ou affects des gouvernés[10] », et de l'expliquer plutôt par un « jeu » qui s'impose aux acteurs *en situation*, parfois au rebours de leurs inclinations. En d'autres termes, la légitimité ne relève pas d'une idéologie ni d'une quelconque construction idéelle, mais d'une production *simultanée* de la réalité sociale et des définitions qui en sont données[11].

Dans les conjonctures critiques, un « relâchement » des routines de consolidation est observé, qui provoque une « crise des rapports collusifs » (*SCP*, p. 115, 304 et suiv.). Un écart se creuse avec « la pente ordinaire des systèmes sociaux » dans laquelle les revendications exprimées dans un secteur restent sans effet sur les autres[12]. À la situation d'interdépendance « locale » des acteurs à l'intérieur d'un secteur succède un état d'« interdépendance tactique élargie » dans lequel les ressources jusqu'alors cloisonnées se trouvent directement confrontées les unes aux autres et tirent leur efficacité de cette confrontation même[13].

Plusieurs contributions au présent ouvrage redéployent les principes d'analyse ainsi énoncés sur des terrains variés et à différentes échelles. Les expériences de changement de régime dévoilent des traits communs à la France et à quelques États africains : dans chacun des cas, les relations différentielles et évolutives entre les secteurs expliquent l'entrée dans les situations de crise aussi bien que les processus ultérieurs de stabilisation. Réfutant l'explication commune qui attribue l'effondrement de la Quatrième République à une « lassitude de l'opinion » ou à une « désaffection », c'est-à-dire à l'érosion d'une légitimité construite sur un mode vertical, Brigitte Gaïti pointe plutôt une crise des transactions collusives jusqu'alors développées sur un mode horizontal. Dès lors, le retour à une conjoncture routinière s'explique par des « alliances » formées au cœur de la crise : de nouveaux mécanismes de reconnaissance mutuelle sont à l'œuvre, alors même que les logiques sectorielles reprennent des formes distinctes. La contribution de Céline Thiriot met en évidence des dynamiques similaires en Afrique, dans les périodes qui précèdent et suivent l'effondrement des régimes autoritaires. Une désectorisation de l'espace social et l'entrée dans une conjoncture fluide imposent une même « identité » au centre de multiples activités et la transforment en ressource mobilisable par de nouvelles élites politiques. Le retour à une situation routinière impose ensuite un changement de registre : le modèle de la « conférence nationale » fonctionne ici comme une technologie de réduction de la fluidité politique. Une extension théorique permet encore de chercher l'équivalent de cette logique dans la conduite des relations internationales et de préciser les modalités selon lesquelles peuvent s'articuler les échelles d'analyse. David Ambrosetti porte l'éclairage sur les conjonctures internationales routinières, en refusant l'explication commune qui attribue à des « idées » le pouvoir de légitimer l'ordre établi. Il cherche une alternative dans l'étude de transactions collusives : des arrangements formels et des routines de consolidation contribuent selon lui à stabiliser les relations entre secteurs et poussent les acteurs internationaux à coordonner leurs agissements. Dans la même optique, Yves Buchet de Neuilly s'attache à mettre en évidence un emboîtement des routines internationales et internes. Les relations internationales atteignent selon lui un degré supérieur de stabilité lorsque les engagements des États sont multiples et prêtent à des relations intersectorielles. Une précision s'impose néanmoins : un secteur constitué dans un État peut trouver un point d'appui dans des institutions internationales et réciproquement. Les secondes tendent à imposer au premier des « standards sectoriels » et des « pratiques sectorisées » susceptibles de prolonger leurs propres découpages : une assistance est ainsi fournie aux nouveaux régimes pluralistes pour la mise en place d'une justice pénale qui constitue le pendant local du Tribunal pénal international. La multiplication et la différenciation des sphères d'engagement sont assurées par l'emboîtement des échelles et entretiennent un état routinier. Sandrine Lefranc tire de ces analyses des préconisations générales : une sociologie des espaces internationaux inspirée de *SCP* permet selon

elle de restituer pas à pas ce que les acteurs engagent dans leurs interactions, sans considérer que les échanges de coups sont programmés ni présupposer un quelconque mécanisme unificateur.

En somme, qu'il s'agisse de délimiter les secteurs ou de caractériser leurs relations, le continuum tracé entre les conjonctures routinières et les conjonctures de crise marque une rupture avec les modes d'explication les plus communs et fournit un bagage solide pour de nouvelles explorations, sur des terrains diversifiés et à plusieurs échelles. L'indexation de multiples situations sur un même axe ne saurait cependant constituer une fin en soi : elle ne dispense en aucun cas de restituer la logique propre de chaque situation.

— Restituer les logiques de situation

Michel Dobry entend rendre raison des crises en suivant leur déroulement même. Il recommande d'analyser une conjoncture fluide comme un processus et d'en restituer les coordonnées sans céder au raisonnement téléologique qui consisterait à les lire à partir d'un point d'aboutissement connu, ni s'abandonner à la reconstruction *a posteriori* et à l'explication causale des événements. Ce parti pris peut être qualifié de « présentiste » : il invite le chercheur à analyser ce qui, dans la conjoncture critique, conditionne l'action. À l'instar des états de routine, les situations de crise obéissent bien à des *logiques* propres - ce qui amène Dobry à emprunter au vocabulaire de Karl Popper et à caractériser des « logiques de situation ». *SCP* rend compte des contraintes qui pèsent sur les perceptions, estimations et calculs comme sur l'activité des protagonistes - en particulier leur activité tactique , mais aussi des marges d'action qui en sont coextensives (*SCP*, p. 171). La variation des situations - entre routine et crise - procède précisément d'une combinaison de contraintes et d'opportunités pour les acteurs. Ce mode de raisonnement n'engage en aucun cas une démarche subjectiviste ou intentionnaliste. Il invite bien plutôt à s'affranchir de l'opposition stérile entre « structure » et « action ». Pour Dobry, la situation présente des caractéristiques structurelles qui pèsent sur l'action. Des outils conceptuels ajustés à l'analyse de l'action située peuvent être forgés : en évaluant l'autonomie de chaque situation, le chercheur mesure la variation du poids de l'habitus, suit les transformations des calculs auxquels se livrent les acteurs et se donne les moyens d'appréhender les conflits qui portent sur la définition même des événements vécus.

Évaluer l'autonomie de la situation

L'analyse développée dans *SCP* rompt avec deux façons habituelles de penser l'événement dans les sciences sociales. Dobry refuse en premier lieu de réduire la logique propre des situations critiques aux causes de leur surgissement. Une conjoncture fluide doit selon lui être analysée indépendamment des conditions de sa genèse. Une lecture originale de la « grammaire de la guerre » chez Clausewitz vient étayer cette démarche[14]. Elle invite à porter le regard sur la dynamique d'une situation qui s'émancipe complètement des raisons de son déclenchement - et plus largement « des “facteurs”, “variables” ou phénomènes situés *en amont* des phénomènes ou événements à expliquer » (*SCP*, p. 48). En étudiant les crises « une fois qu'elles sont là », dans leur dynamique actuelle, on échappe à l'« illusion étiologique » selon laquelle l'explication d'un événement doit passer par la reconstitution de chaînes causales. En préconisant une description rigoureuse de ce qui se passe dans les conjonctures de crise - arrimée à l'analyse de la dynamique situationnelle dans son déroulement , *SCP* échappe en second lieu au raisonnement téléologique, c'est-à-dire à l'analyse rétrospective d'un processus orientée par la connaissance de son résultat final. Pour être comprise, la situation doit donc être détachée de son amont comme de son aval. Alors que les démarches causales et/ou téléologiques

occultent la contingence propre au déroulement des processus politiques, le parti pris de Dobry vise à lui redonner toute sa place.

Le renversement de perspective opéré suscite de nombreuses discussions dans ce volume. Certains contributeurs prétendent réviser les articulations du schéma mis au point ; d'autres se proposent d'en étendre la portée. En se plaçant dans le premier registre, Jean-Philippe Heurtin souligne la radicalité d'une démarche « présentiste » qui accorde une autonomie absolue à la situation et la coupe des conditions historiques de sa genèse. Il pointe dans le même temps un risque de contresens : « la régression vers les habitus » et la mémoire des « précédents » (voir *infra*) pourraient être interprétées comme deux façons de faire ressurgir le passé dans le présent de la situation. Un examen minutieux des analyses développées dans *SCP* révèle que ces deux principes de structuration sont en fait intégrés à la mécanique situationnelle. Boris Gobille cherche quant à lui à élargir la réflexion en réconciliant une critique de l'étiologie et une perspective sociohistorique. Il convoque à cette fin la notion d'historicité. Les propositions qu'il en tire visent à rompre avec une explication purement causale et déterministe, tout en offrant la possibilité d'analyser l'actualisation des expériences passées dans la dynamique de crise. Brigitte Gaïti prolonge la lecture en mettant les thèses exposées dans *SCP* en rapport avec d'autres travaux : elle relève dans les enquêtes de plusieurs historiens et sociologues une attention aux coups échangés dans l'action, à la pluralité des acteurs engagés dans la configuration, aux enjeux des luttes, à la contingence - en d'autres termes à la crise *en train de se faire*.

Mesurer la variation situationnelle du poids de l'habitus

Pour pénétrer au cœur des logiques de situation, *SCP* se démarque de la théorie de la pratique développée par Pierre Bourdieu. L'auteur de *La Distinction* définit l'habitus comme un système de dispositions incorporées générateur des conduites et des perceptions. Dobry lui reproche de caractériser un mécanisme univoque, efficace en toute situation. Il entend *a contrario* mettre au jour des fluctuations : si la thèse de la plasticité implique de repérer des changements d'état sur un continuum temporel, elle impose corrélativement de mesurer la variation conjoncturelle du rôle joué par les dispositions dans l'orientation des conduites et des représentations. L'hypothèse de la « régression vers les habitus » (*SCP*, chapitre 7) permet de préciser le raisonnement. En situation de routine, l'action est principalement déterminée par les mécanismes sectoriels. Plus la conjoncture est critique, plus les habitus tendent à opérer dans l'engendrement des conduites et des représentations - au rebours de la lecture imprégnée de sens commun qui attribue le déclenchement d'une crise à des choix individuels audacieux et à des agissements « héroïques ». La désectorisation du système social produit un effet de désobjectivation et de désorientation qui conduit les acteurs à se caler sur les repères fournis par leurs habitus.

Plusieurs des textes ici réunis interrogent cette proposition et lui cherchent des prolongements. Cyril Lemieux entend préciser la démarche retenue par Dobry en relevant ce qui la distingue du schéma mis au point par Bourdieu. Selon sa lecture, *SCP* propose une théorie dispositionnelle souple qui vaut aussi pour les situations routinières. Ce pouvoir explicatif étendu est attribué à une articulation - caractéristique de la sociologie pragmatique - entre disposition et situation. En poursuivant les déplacements effectués par Dobry, une nouvelle théorie de l'action est esquissée, qui module le degré d'opérabilité des dispositions. Plutôt que de soumettre *a priori* l'identité des acteurs à un principe de cohérence, il conviendrait de restituer les dynamiques interactionnelles, en prenant en compte la situation et l'environnement institutionnel à l'intérieur desquels les logiques de l'action se déploient. En retenant un autre angle, Danny Trom s'attache lui aussi à durcir et à développer une clé de lecture trouvée dans *SCP*. Il revient sur la critique de l'illusion héroïque et la met en rapport avec

une thèse classique : dans *Le Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte*, Marx ébauche une théorie de la régression vers les habitus dans les situations de crise ; l'activité des acteurs n'y est que l'effet de dispositions ajustées à un état antérieur des rapports sociaux. Le projet de *SCP* consiste plutôt à rapporter toute action à la logique propre de la conjoncture critique, donc à la dynamique de la situation présente. La question est alors de savoir dans quelle mesure et dans quelles proportions les événements critiques versent dans la répétition ou font place à l'innovation. Cela suppose d'être attentif à l'expérience que les acteurs ont de la crise, à l'actualisation du passé dans le présent de l'action, à l'exploration de nouveaux repères susceptibles d'orienter l'action dans la conjoncture fluide. Il n'est pas, ici, question d'héroïsme, mais d'une « intelligence collective » qui permet de réduire l'incertitude et de faciliter l'action. Lilian Mathieu discute ces lectures et engage une réflexion sur la marge d'interprétation qu'autorise *SCP*. L'incertitude dans laquelle les acteurs sont plongés en conjoncture de crise mérite à ses yeux d'être réexaminée - et les conséquences qu'en tire Danny Trom peuvent enrichir le schéma théorique sans le dénaturer. Le prolongement que donne Cyril Lemieux à l'hypothèse de la régression vers les habitus lui semble relever d'une libre interprétation.

Suivre les transformations du calcul dans l'action

La thèse de la plasticité impose selon Dobry de considérer que tout calcul est situé - c'est-à-dire soumis à des contraintes qui varient d'une situation à l'autre. Dans une conjoncture routinière, il est inévitablement « capté » par des mécanismes localisés : les secteurs clôturent l'« espace de référence » de leurs membres (*SCP*, p. 102). Dans une conjoncture de crise, la désectorisation se traduit par une « interdépendance tactique élargie » (*SCP*, p. 171 et suiv.). Un phénomène d'« évasion des calculs » se produit : « la perte d'emprise des logiques sectorielles se manifeste [...] par le fait que les acteurs situés dans un secteur affecté par des mobilisations multisectorielles tendent à faire prévaloir dans leurs calculs pertinents - c'est-à-dire, il faut le rappeler, ceux qui concernent l'activité spécifique du secteur - un univers de référence, des indices et repères pour l'évaluation de la situation largement externes à la logique sociale spécifique à ce secteur » (*SCP*, p. 129-130). Les frontières sectorielles s'affaissant, des enjeux et des actions extérieurs au secteur initial pèsent désormais sur l'activité tactique. Les acteurs se trouvent alors plongés dans une « incertitude structurelle » (*SCP*, p. 138). Privés de leurs instruments d'évaluation routiniers, ils doivent se débrouiller « autrement » pour calculer, en fixant notamment leur attention sur des « saillances situationnelles » (*SCP*, p. 204). Loin de camper un acteur rationnel qui calculerait sans discontinuer et toujours de la même façon, Dobry cherche à préciser « comment les acteurs calculent... lorsqu'ils calculent » ; il invite à porter l'éclairage sur « les matériaux, outils intellectuels ou cognitifs, instruments d'évaluation, repères, indices, savoir-faire, mais aussi “règles du jeu” (etc.), auxquels les protagonistes d[es] “événements” ont recours lorsqu'ils calculent, lorsque, par exemple, ils estiment ce qui est jouable, risqué ou probable, lorsqu'ils tentent d'anticiper les effets des coups qu'ils jouent et les effets des coups de leurs concurrents ou adversaires, ou encore lorsqu'ils cherchent tout simplement à comprendre ou à *définir* la situation dans laquelle ils sont pris et dans laquelle ils agissent[15] » (*SCP*, p. XXI). En d'autres termes, le calcul est « socialement structuré » (*SCP*, p. XXIII). Pour en reconstituer les mécanismes, il convient de prendre en compte un vaste ensemble de paramètres qui se combinent dans la dynamique présente : les perceptions et les évaluations façonnées par la situation, mais aussi les « coups » des différents acteurs impliqués ou les arrangements matériels et symboliques envisageables.

Plusieurs des contributions ici rassemblées discutent et prolongent ce raisonnement. Jean-Philippe Heurtin relève son originalité : pour Dobry, la structure demeure agissante dans le calcul même des acteurs ; elle forme le cadre de l'action et constitue le matériau à partir duquel tout calcul s'effectue. Danny Trom juge cependant que le modèle d'action développé par *SCP* reste empreint d'utilitarisme.

Dobry sous-estime selon lui l'ampleur de l'« enquête » que sont contraints de mener les acteurs en situation de grande incertitude. La démarche est irréductible à la simple nécessité de calculer. Elle a pour épicentre le travail de définition et de compréhension de la situation et de la dynamique dans laquelle chacun est impliqué. Pour Lilian Mathieu, le calcul est seulement une modalité de l'action dans *SCP* qui ne mérite pas d'être qualifiée d'utilitariste ; il convient d'enrichir la théorie de l'action développée par *SCP* : plusieurs registres d'action devraient alors être envisagés dans toute situation, chacun doté d'une cohérence propre.

Appréhender l'activité conflictuelle de définition de la situation

Nommer une situation « crise », « transition démocratique », « coup d'État », « émeute » ou « révolution » n'a évidemment rien d'anodin. Toute opération de qualification des événements qui ont « en commun de ne pas correspondre à la “normalité” de la vie politique[16] » exige la plus grande prudence. Selon Dobry, deux raisons doivent détourner le chercheur du travail qui consisterait à en proposer une définition substantielle et à les distinguer de cette manière les uns des autres[17]. D'une part, les catégorisations procèdent le plus souvent d'une analyse *ex post* : elles sont appuyées sur le résultat connu des phénomènes étudiés, ce qui empêche d'être attentif à la contingence et à la transformation de la dynamique situationnelle[18]. D'autre part, les fixations sémantiques n'importent que dans la mesure où elles sont produites par les acteurs, en situation. Elles constituent ainsi un enjeu de luttes. Dobry note que, dans une conjoncture critique, les logiques sectorielles ne fournissent plus « un stock significatif de définitions préformées » (*SCP*, p. 209). La perte des repères qui en résulte provoque une activité inflationniste de labellisation. Le chercheur se doit d'être attentif à cette dynamique, en veillant toutefois à ne pas rabattre l'analyse sur les seuls énoncés des acteurs[19] et à ne jamais reprendre à son compte le résultat des conflits d'interprétation enregistrés (*SCP*, p. 199). Il lui faut mettre au jour les positions et les prises de position des acteurs, de façon à restituer la lutte pour la définition légitime de la situation - sans jamais chercher à trancher ni à statuer sur ce dont il retourne « réellement ». Dobry invite à observer la « diversité des schèmes d'interprétation[20] », puis à restituer le processus par lequel une définition tend à s'imposer à tous les protagonistes, tandis que d'autres labels peuvent être progressivement dévalués ou écartés. Mais le travail de qualification de la conjoncture participe selon lui d'une activité plus large consistant à se situer par rapport aux autres, à déterminer comment agir, à collecter des informations, à nouer des alliances et à élaborer des « coups politiques ». La démarche retenue dans *SCP* peut donc être qualifiée de compréhensive et critique à la fois : les définitions de la situation *font partie de la situation* en tant qu'elles pèsent sur l'activité de ceux qui y participent ; les écarts et les relations entre appréhensions ordinaires et lectures savantes n'en exigent que plus d'attention.

Ce positionnement prête à des lectures différenciées : certaines des contributions ici réunies procèdent par déplacement et invitent à reformuler sensiblement les termes de la réflexion ; d'autres soulignent la portée analytique du schéma mis au point et lui cherchent des prolongements. Pour Boris Gobille, le passé « incorporé » et mémorisé pèse sur la définition de la situation, de sorte que son historicité doit être prise en compte. Danny Trom propose quant à lui de majorer la place du travail interprétatif dans la situation de crise : il met l'accent sur l'ajustement des acteurs et préconise de réévaluer les multiples opérations de redéfinition engagées dans le cours même de l'action, afin de permettre à chacun de réduire l'incertitude dans laquelle il est plongé. Lilian Matthieu discute cette nouvelle perspective en soulignant que les nombreuses démarches engagées pour donner un sens à la situation peuvent rester vaines dans les situations de crise.

Qu'il s'agisse de remettre sur le métier les outils qui servent communément à évaluer le poids des habitus et ses variations, de reconsidérer la place du calcul dans le déroulement de l'action ou d'examiner à nouveaux frais l'enjeu des opérations de qualification de la conjoncture, les analyses que Dobry consacre aux logiques de situation prêtent à des lectures multiples, qui témoignent de leur densité. Un questionnement épistémologique sur les objectifs assignés à la démarche comparative permet d'en élargir encore la portée.

— Repenser la démarche comparative

Les outils mis au point dans *SCP* forment un « schème comparatif » original (*SCP*, p. 40). Les chercheurs qui entendent les utiliser pour mettre en rapport plusieurs observations empiriques sont enjoints à un exercice de vigilance épistémologique. Chaque développement de l'ouvrage pose la question de l'universalité ou de la relativité des énoncés, en se tenant à égale distance de deux démarches communes : la pensée par cas et le factualisme.

Refuser la pensée par cas

La pensée par cas amène à étudier en détail un exemple singulier pour en tirer une argumentation de portée générale, sans que la conclusion puisse jamais acquérir le statut d'un énoncé « universel » : si formalisées soient-elles, les propositions théoriques n'y sont jamais intelligibles indépendamment d'un contexte[21]. Cette démarche tourne le dos à toute prétention nomologique : ses adeptes se refusent à dégager des lois sociologiques et conçoivent le raisonnement comparatif comme un procédé de construction et de reconstruction perpétuelle des cas ; en élargissant, en resserrant ou en déplaçant la focale, ils prétendent enrichir continûment la compréhension du phénomène étudié, sans qu'un point d'aboutissement logique puisse être envisagé[22]. La recherche progresse « par description et comparaison de cas, sans jamais réduire ceux-ci à l'état inerte d'exemples interchangeables au sein d'une même catégorie[23] ».

Une lecture hâtive et superficielle pourrait laisser penser que l'argumentation développée dans *SCP* s'inscrit dans ce registre : l'ouvrage sélectionne quelques traits distinctifs de telle ou telle conjoncture historique et procède à des rapprochements ponctuels. Un examen plus attentif permet néanmoins de préciser le statut des éclairages empiriques proposés : l'attention portée à des contextes historiques particuliers participe bien d'une visée nomologique. Dobry reproche aux tenants de la pensée par cas de grossir les rangs des « épistémologies ouvertement ou subrepticement défaitistes » ; il les accuse de « promouvoir l'abandon par les sciences sociales de toute ambition d'arracher à l'historicité et à la singularité des faits ou rapports sociaux les plus divers - institutions, “contexte” d'action, univers de sens, etc. - des fragments ou îlots de connaissance de type nomologique[24] ». Affirmer l'universalité d'un schéma explicatif ne revient pas à le prétendre applicable à toutes les sociétés ni à lui accorder une portée transhistorique, mais à lui reconnaître une validité dans tous les cas de figure qui répondent à plusieurs critères précisément énoncés. En ce sens, il n'y a pas lieu d'opposer recherche de lois générales et effort de contextualisation. Une différence doit simplement être marquée, selon Dobry, entre les « lois de l'histoire » et les « lois dans l'histoire[25] ». Si la quête des premières est assurément vaine, les secondes sont à la portée du chercheur rigoureux : elles consistent à identifier « un domaine de validité limité pour telle ou telle classe de situations ». Pour les formuler, il faut admettre que « nous pouvons parfaitement avoir affaire, en particulier avec les constructions théoriques portant sur les logiques de situation, à des énoncés “universels au sens strict” et dont une des formes typiques est “à chaque fois que nous avons une configuration A…,

etc.”[26] ». Ce mode de raisonnement permet d'organiser des « tests critiques » : dès lors que des critères de validité sont clairement exposés, un cas acquiert une valeur probatoire et il devient possible de départager plusieurs théories (*SCP*, p. XV et 42).

En affichant explicitement une visée nomologique, Dobry refuse bien d'arrimer la comparaison à la pensée par cas. Encore cette orientation ne suffit-elle pas à apprécier l'originalité de son positionnement épistémologique : un écart doit également être marqué avec des auteurs qui prétendent appuyer les énoncés de portée universelle sur un raisonnement factualiste.

Conjurer le factualisme

Le factualisme consiste à dégager des lois générales par la seule corrélation de données empiriques[27]. Le regard est toujours tourné vers un horizon nomologique, mais l'analyse est adossée à une ontologie « plate » : aucune différence n'est établie entre l'observable et le réel - entre le matériau recueilli et la logique du phénomène étudié. Les efforts sont concentrés sur la collecte des données et le perfectionnement des méthodes d'indexation. La théorie est conçue comme une simple mise en relation des éléments disponibles et comme un moyen d'identifier des formes de causalité linéaire. La démarche comparative a pour fonction d'affiner les résultats obtenus : en multipliant les cas d'étude, le chercheur prétend expurger la théorie de toute scorie et lui donner une forme qui épouse parfaitement les faits observés. Une fois atteint le terminus de la recherche, le schéma explicatif mis au point doit intégrer toutes les informations disponibles sur l'ensemble des crises politiques recensées. Même si elle n'est pas toujours assumée ni défendue de façon explicite, cette démarche guide de nombreuses recherches comparatives. Dobry la récuse sans ménagement : il sonne une charge contre les *fact grapers*, c'est-à-dire contre les chercheurs attachés à un « factualisme pointilliste, naïf et, en définitive, stérile » ; il convient selon lui de renoncer à la quête d'une clé de lecture « qui ressemble en tous points aux “données” qu'elle cherche à expliquer » et de concevoir sur un autre mode « l'ancrage empirique des propositions théoriques » (*SCP*, p. XIV et 156).

Le réalisme offre une alternative au factualisme. Il invite à retenir un principe de « stratification ontologique entre les niveaux de l'empirique et du réel[28] » - entre des phénomènes tangibles et des structures théoriques inobservables. Dans cette optique, la théorie ne sert plus à corréler les observations empiriques, mais permet de camper des « mécanismes génératifs » abstraits dont la combinaison donne forme à des « événements » concrets[29]. La comparaison ne vise pas à assurer la parfaite adhésion du modèle aux données mais à localiser, dans des exemples divers, des points de jonction entre quelques structures théoriques rigoureusement caractérisées. Tout laisse à penser que Dobry se positionne dans ce registre : si l'on suit les enseignements de *SCP*, « un système de propositions construites et articulées tient l'essentiel de sa “force probatoire” et de sa valeur explicative de l'ampleur et de la diversité de ses conséquences, lesquelles, comme les propositions mères, peuvent fort bien ne pas être toutes immédiatement et directement observables[30] » (*SCP*, p. 156).

Le rejet de la pensée par cas et du factualisme amène à livrer une réflexion générale sur la causalité. En examinant, à partir de quelques cas dûment sélectionnés, des articulations théoriques significatives, Dobry entend pointer des « médiations causales » - internes aux dynamiques de crise - sans rechercher des facteurs explicatifs en amont ni refuser la contingence historique. Les propositions épistémologiques de Dobry et le raisonnement comparatif qui en découle s'articulent bien avec les principes d'analyse précédemment exposés et donnent une résonance particulière aux contributions rassemblées dans le présent ouvrage.

Les prolongements apportés à *SCP* et les discussions qui en procèdent font ressortir l'originalité et la portée générale du schéma théorique mis au point - que l'on y adhère ou non. En appréhendant

les conjonctures de crise et les routines politiques avec les mêmes outils et en les soumettant à un raisonnement comparatif élaboré, Dobry se donne les moyens de restituer une « tectonique sociale » complexe (*SCP*, p. 121). Il rompt avec les présupposés les plus communs et souligne les limites des jeux d'opposition établis (choix tactiques *versus* structures ; subjectivisme *versus* objectivisme ; habitus *versus* calcul conscient ; ordre interne *versus* dynamiques internationales, etc.).

Les contributions qui suivent invitent à réexaminer les outils forgés pour marquer un contraste entre conjonctures routinières et conjonctures de crise ou pour rendre compte des changements de situation. Par-delà les ramifications et les croisements relevés jusqu'alors, trois lignes de force se dégagent, qui font chacune l'objet d'une introduction spécifique et d'analyses ciblées : un premier ensemble de contributions remet sur le métier les définitions de l'acteur et de l'action proposées par *SCP* ; des éclairages sont ensuite portés sur la question de la causalité et de l'historicité des processus politiques dans la sociologie de Dobry ; plusieurs textes précisent enfin les modalités selon lesquelles les concepts forgés par cet auteur peuvent être appliqués à l'étude de la politique internationale. Il en ressort que la fortune intellectuelle de *SCP* ne doit rien au hasard. La cohérence des options qui y sont retenues offre deux avantages. Elle permet tout d'abord de questionner les fondements des schémas explicatifs concurrents, en organisant une confrontation claire et lisible. Les propositions formulées permettent ensuite d'étudier à nouveaux frais des objets très diversifiés et prêtent à des appropriations multiples, sans risque de dilution. En relisant la sociologie de Michel Dobry, nul ne peut ignorer que « la légitimité - c'est-à-dire, avant tout, la fécondité - des importations ou extensions de schèmes explicatifs (ou même de terminologies) requiert davantage, et autre chose, que la foi aveugle dans les vertus des mots[31] ».

1. *Michel Dobry,* Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles, *Paris, Presses de la FNSP, 1986.*

2. *Michel Dobry,* Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles, *Paris, Presses de Sciences Po, 2009 [3e éd. revue et augmentée d'une préface inédite]. Les citations de* SCP *dans cette introduction sont tirées de cette édition. Nous incluons directement dans le texte les références à l'ouvrage et réservons les notes infrapaginales à la mention de textes complémentaires.*

3. *Cet « exceptionnalisme méthodologique » est particulièrement assumé dans les travaux fondateurs de la « transitologie ». Les auteurs qui se rangent sous cette bannière préconisent de « suspendre » les analyses structurelles « normales » dans l'analyse des « transitions démocratiques », les choix stratégiques des acteurs étant seuls jugés significatifs. Voir Michel Dobry, « Les processus de transition à la démocratie »,* Cultures et conflits, *17, printemps 1995, p. 3-8.*

4. *Un site de conflit différencié qui ne dispose pas de cette capacité de captation est caractérisé comme une « arène ». Un secteur peut abriter plusieurs arènes, chacune étant perméable aux dynamiques engagées dans les autres (*SCP, *p. 120).*

5. *Michel Dobry, « Mobilisations multisectorielles et dynamique des crises politiques : un point de vue heuristique »,* Revue française de sociologie, *24 (3), juillet-septembre 1983, p. 403.*

6. *Dobry se refuse à caractériser des* processus *de sectorisation. Sous sa plume, le terme « sectorisation » engage une réflexion sur le* maintien *ou l'*entretien *des secteurs (voir* infra*).*

7. *S'il caractérise parfois les secteurs comme des « champs sociaux », Dobry marque ses distances avec la définition posée par Pierre Bourdieu. Il décèle chez cet auteur une inclination fonctionnaliste : selon sa lecture, « il n'y a jamais loin, en effet, de l'idée d'un "enjeu central" structurant les luttes propres à un champ donné à celle de la "fonction" du champ pour le "tout" social » (*SCP, *p. xvii). Le choix d'une théorisation alternative vise à éviter ce travers supposé : « la notion de secteur se démarque de celle de champ notamment en ce qu'on ne se préoccupera pas d'identifier la fonction spécifique que le secteur remplirait vis-à-vis des divers types de public, c'est-à-dire le type d'intérêt particulier qu'il pourrait satisfaire (rien ne nous garantissant de surcroît, à cet égard, la monofonctionnalité d'un secteur particulier) » (*SCP, *p. 101). Les secteurs doivent être envisagés comme « de purs produits historiques, des produits en ce sens arbitraires » (*SCP, *p. xvii). Les « cheminements » dont ils procèdent « sont extrêmement diversifiés et chaotiques, prenant la forme d'entrelacements dispersés, non nécessaires, de chaînes de causalités multiples et hétérogènes » (Michel Dobry, « Ce dont sont faites les logiques de situation », dans Pierre Favre, Olivier Fillieule et Fabien Jobard [dir.],* L'Atelier du politiste : théories, actions, représentations, *Paris, La Découverte, 2007, p. 129-130 ; voir aussi* SCP, *p. xxxvii). Notons que la théorie des champs forgée par Bourdieu prête à des relectures qui, sur ce point précis, limitent la divergence. George Steinmetz y trouve notamment un attachement à caractériser des « constellations causales » complexes et contingentes. Voir George Steinmetz, « Bourdieu, Historicity, and Historical Sociology »,* Cultural Sociology, *5 (1), mars 2011, p. 55. Dans la même optique, voir Philip S. Gorski, « Bourdieusian Theory and Historical Analysis. Maps, Mechanisms and Methods », dans Philip S. Gorski (ed.),* Bourdieu and Historical Analysis, *Durham (N. C.), Duke University Press, 2013, p. 327-366.*

8. *Des situations intermédiaires sont toujours envisageables. Le continuum ne peut en aucun cas être envisagé sur un mode évolutionniste : les situations mises au jour ne forment pas des étapes appelées à être franchies dans un ordre linéaire ; elles se présentent plutôt comme une gamme de possibilités à un moment donné.*

9. *Michel Dobry, « Valeurs, croyances et transactions collusives. Notes pour une réorientation de l'analyse de la légitimation des systèmes démocratiques », dans Javier Santiso (dir.),* À la recherche de la démocratie : mélanges offerts à Guy Hermet, *Paris, Karthala, 2002, notamment p. 107 et 116.*

10. *Michel Dobry, « Légitimité et calcul rationnel. Remarques sur quelques "complications" de la sociologie de Max Weber », dans Pierre Favre, Jack Hayward et Yves Schemeil (dir.),* Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca, *Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 127-147.*

11. *Michel Dobry, « Variation d'emprise sociale et dynamique des représentations : remarques sur une hypothèse de Neil Smelser », dans Gérard Duprat (dir.),* Analyse de l'idéologie, *tome 1, Paris, Galilée, 1980, p. 214. Une convergence peut être relevée avec les analyses de Michael Burawoy qui mettent l'accent sur l'effet contraignant des «* workplace games *», indépendamment de l'idéologie ou des croyances portées par ceux qui y participent. Voir Michael Burawoy, « The Roots of Domination: Beyond Bourdieu and Gramsci »,* Sociology, *46 (2), avril 2012, p. 187-206 ; voir aussi Michael Burawoy et Karl von Holdt,* Conversations with Bourdieu: The Johannesburg Moment, *Johannesburg, Wits University Press, 2012, p. 187-193.*

12. *Lorsque des champs - au sens défini par Pierre Bourdieu - sont envisagés en lieu et place des secteurs, leurs relations sont principalement réglées par un principe d'« homologie structurale », c'est-à-dire par une équivalence formelle des relations entre les positions qui caractérisent leur organisation interne (Pierre Bourdieu,* La Distinction : critique sociale du jugement, *Paris, Minuit, 1979, p. 257-258 et* Les Règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire, *Paris, Seuil, 1998 [1992], p. 393 et 411). Armé de sa propre grille d'analyse, Dobry s'écarte encore de ce schéma : la démarche de Bourdieu lui apparaît « leibnizienne » en ce qu'elle suppose une « harmonie préétablie de la structure des différents champs » (Michel Dobry, « Ce dont sont faites les logiques de situation », art. cité, p. 124 ; voir aussi* SCP, *p. xvii et 99). Si l'on suit les propositions de* SCP, *les « transactions collusives » et le « réseau de consolidation » qui caractérisent les conjonctures routinières ne présupposent pas une structuration isomorphe des secteurs. Olivier Roueff ouvre une voie intermédiaire : il s'efforce pour sa part de retravailler le principe explicatif de Pierre Bourdieu, sans se limiter aux analyses de l'auteur qui tendent à le faire fonctionner comme une « magie sociale sans magiciens ». Pour caractériser avec précision « la fabrique des homologies structurales », il importe selon lui de se concentrer sur « les moments et les lieux de la traduction pratique entre catégories produites par des systèmes différents ». L'éclairage doit alors être porté sur des « agents spécialisés » qui jouent le rôle d'« intermédiaires » ou d'« échangeurs institutionnalisés ». Voir Olivier Roueff, « Les homologies structurales : une magie sociale sans magiciens ? La place des intermédiaires dans la fabrique des valeurs », dans Philippe Coulangeon et Julien Duval (dir.),* Trente Ans après « La Distinction » de Pierre Bourdieu, *Paris, La Découverte, 2013, p. 158-159 et 162-164.*

13. *Michel Dobry, « Mobilisations multisectorielles... », art. cité, p. 410.*

14. *Michel Dobry, « Ce dont sont faites les logiques de situation », art. cité, p. 128 et suiv.*

15. *Michel Dobry, « Ce dont sont faites les logiques de situation », art. cité, p. 135.*

16. *Michel Dobry, « Révolutions, crises, transitions », dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (dir.),* Dictionnaire des mouvements sociaux, *Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 475.*

17. *Dobry met en garde contre la recherche vaine et irraisonnée d'une essence du phénomène étudié. Michel Dobry, « Brève note sur les turpitudes de la "crisologie" : que sommes-nous en droit de déduire des multiples usages du mot "crise" ? »,* Cahiers de la sécurité intérieure, *7 (6), août-octobre 1991, p. 289-294.*

18. *Michel Dobry, « Révolutions, crises, transitions », art. cité, p. 475-477.*

19. *Pour une critique du constructivisme qui pose la « primauté ontologique des catégories linguistiques et des récits », voir* SCP, *p. xxiv-xxviii.*

20. *Michel Dobry, « Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 », dans Pierre Favre (dir.),* La Manifestation, *Paris, Presses de Sciences Po, 1990, p. 372.*

21. *Jean-Claude Passeron,* Le Raisonnement sociologique : l'espace non-poppérien du raisonnement naturel, *Paris, Nathan, 1991 [1re éd. 1990], p. 15.*

22. *Jean-Claude Passeron, « Introduction : l'espace wébérien du raisonnement comparatif », dans Max Weber,* Sociologie des religions, *Paris, Gallimard, 1996, p. 28.*

23. *Jean-Claude Passeron et Jacques Revel, « Penser par cas. Raisonner à partir de singularités », dans Jean-Claude Passeron et Jacques Revel (dir.),* Penser par cas, *Paris, Éditions de l'EHESS, 2005, p. 27.*

24. *Michel Dobry, « Ce dont sont faites les logiques de situation », art. cité, p. 146 ; voir aussi* SCP, *p. 41 et Michel Dobry, « Penser = classer ? », entretien avec André Loez, Gérard Noiriel et Philippe Olivera,* Genèses. Sciences sociales et histoire, *59 (2), 2005, p. 164-165.*

25. *Michel Dobry, « Le politique dans ses états critiques : retour sur quelques aspects de l'hypothèse de continuité », dans Marc Bessin, Claire Bidart et Michel Grossetti (dir.),* Bifurcations : les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement, *Paris, La Découverte, 2009, p. 75-77.*

26. *Michel Dobry, « Ce dont sont faites les logiques de situation », art. cité, p. 143-144.*

27. *Les chercheurs qui retiennent une démarche factualiste s'embarrassent rarement de justifications épistémologiques. Un point d'ancrage peut néanmoins être trouvé dans l'empirisme de David Hume : en application du principe de la « conjonction constante », seule une succession répétée ou une co-occurence systématique de deux « événements » permet d'établir avec quelque assurance une relation de causalité (Hume,* Traité de la nature humaine, *livre 1,* L'Entendement, *Paris, Flammarion, 1999, partie 3). John Stuart Mill consolide cette proposition en appuyant le raisonnement comparatiste sur la « méthode de concordance et de différence » : la différence entre l'occurrence et la non-occurrence d'un événement est alors attribuée à un autre événement, élevé au statut de facteur causal (John Stuart Mill,* Système de logique déductive et inductive. Exposé des principes de la preuve et des méthodes de recherche scientifique, *Liège, Pierre Mardaga, 1988.*

28. *George Steinmetz, « Odious Comparisons: Incommensurability, the Case Study, and "Small N's" in Sociology »,* Sociological Theory, *22 (3), août 2004, p. 377.*

29. Ibid., *p. 382.*

30. *George Steinmetz distingue encore deux variétés de réalisme. Le réalisme* positiviste *conduit à chercher des* relations constantes *entre les niveaux de l'empirique et du réel - entre données observables et mécanismes génératifs sous-jacents. Le réalisme* critique *invite à caractériser des « constellations causales » dont les éléments constitutifs se recombinent d'un cas à l'autre (*ibid., *p. 377 et 383).*

31. *Michel Dobry, « Brève note sur les turpitudes de la "crisologie"... », art. cité, p. 294.*

Domaine Sociétés en mouvement

Politique et mouvements sociaux au Maroc
La révolution désamorcée ?
Frédéric Vairel
Collection Académique (2014)

Mai 68, un pavé dans leur histoire
Événements et socialisation politique
Julie Pagis
Collection Académique (2014)

L'identité au travail
Les effets culturels de l'organisation
4e édition augmentée d'une préface de Norbert Alter
Renaud Sainsaulieu
Collection Références (2013)

Dictionnaire Genre et science politique
Catherine Achin et Laure Bereni (dir.)
Collection Références (2013)

Résister au quotidien ?
Bruno Frère et Marc Jacquemain (dir.)
Collection Académique (2013)

La France dans les comparaisons internationales
Méthodes et guide pratique d'accès aux données
Alain Chenu et Laurent Lesnard
Collection Les Manuels (2011)

Consultez toutes nos publications sur
www.pressesdesciencespo.fr